

« Le *genre* en contexte : pratiques sociales et représentations »

Christiane Bernier, Cécile Coderre et Jacinthe Michaud

Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, vol. 9, n° 1, 2003, p. 10-20.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/010860ar>

DOI: 10.7202/010860ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le *genre* en contexte : pratiques sociales et représentations

Les chercheuses féministes n'en finissent pas de tenter de mettre au jour — pour les déconstruire — les places inévitables réservées aux femmes dans les structures sociales et les pratiques quotidiennes. Travail opiniâtre et incontournable. Parce que la légitimité octroyée à ces places et à ces pratiques réside d'abord dans la pensée, c'est-à-dire dans les représentations; et que celles-ci ont la vie dure, particulièrement en ce qui concerne l'idée que l'on se fait de la nature des hommes et des femmes et de ce que devraient être *naturellement* leurs rapports et donc, les espaces de chacun.

On s'en rendra compte de nouveau dans ce numéro de *Reflets* qui présente des situations sociales où l'on peut voir, encore et toujours, comment les femmes sont exploitées au travail, comment leur présence dans les emplois non traditionnels se joue au risque de leur intégrité corporelle, comment on leur accorde peu d'espace de parole, même si elles sont des professionnelles de la santé, ou comment les représentations négatives que notre monde produit de la ménopause et des femmes ménopausées peuvent affecter leur façon d'intervenir sur leur corps. Pour ne souligner que ces questions.

Mais pourquoi avoir choisi de regrouper l'ensemble des problématiques de ce numéro sous la question du *genre* plutôt que sous celle, plus fréquemment utilisée en français, de *rappports sociaux de sexe* ? Notre choix théorique, nous semble-t-il, demande explication. Ce qui nous oblige à prendre un peu de recul face à nos outils conceptuels.

Stéréotypes sexuels, rapports sociaux de sexe, genre...

Depuis la fin des années soixante, les féministes ont déployé divers concepts théoriques permettant d'identifier et de nommer les constructions idéologiques relatives à la gestion sociale des différences sexuelles. Très tôt, elles ont compris que parler de « stéréotypes sexuels » ne faisait que décrire une situation de fait, sans l'expliquer réellement. Leurs analyses ont aussi très vite mis en évidence deux constats fondamentaux. Tout d'abord le fait que, s'il y a effectivement des différences sexuelles strictement biologiques, l'utilisation qui en est faite est, elle, inévitablement construite *socialement* (Delphy, 2001). En deuxième lieu, le fait que la notion même de *nature*, utilisée pour identifier le masculin et le féminin, renvoie nécessairement à une représentation et est donc, elle aussi, construite socialement (Guillaumin, 1992).

Ce qui est alors apparu, c'est qu'il fallait développer un ensemble de concepts qui permettent de rappeler constamment le caractère social de cette construction, en distinguant le sexe « biologique » du sexe « social ». Comme le rappellent avec humour Gardey et Löwy:

Il était désormais possible, par exemple, de dissocier des faits considérés comme ne pouvant être remis en cause, tels que la faible force musculaire des femmes, d'autres faits ne pouvant trouver de justification dans ces « constats » : moins capables que les hommes de soulever des charges lourdes, les femmes n'en sont pas pour autant nécessairement plus aptes que leurs compagnons mâles à manier la serpillière ou moins douées qu'eux à prendre la parole dans une session parlementaire (2000, p. 16).

Cette production théorique s'est donc développée dans les années qui ont suivi en fonction de traditions universitaires différentielles (française et anglo-saxonne) et selon l'historicité propre à chaque lieu de réflexion. Du côté français, les féministes, dans la lignée de

la critique marxiste, en arriveront à développer les notions de *sexage*, sur le modèle d'esclavage (Guillaumin, 1992), et celle de *rappports sociaux de sexe*, sur celui de l'analyse des rapports sociaux de classe (Daune-Richard et Devreux, 1992), l'un et l'autre concept voulant rendre compte de l'inégalité des rapports entre les hommes et les femmes. Toutefois, c'est la dernière terminologie qui s'imposera dans la suite de la production théorique sur le sujet.

Du côté anglo-saxon, tant en Angleterre qu'aux États-Unis, apparaît, dans la foulée des réflexions « Black », le terme *gender* (on a ainsi eu tôt fait de transférer sur le *genre* les analyses développées lors de la dénonciation de la discrimination raciale). Le concept de *genre* avait également, tout comme la notion française de *rappports sociaux de sexe*, pour objectif de distinguer les différences biologiques de sexe, perçues comme innées, des attributs de sexe considérés comme acquis (Oakley, 1972). Et tout comme elle, il fait état d'une catégorisation sociale à opposer au *donné* biologique. Ce qui permet de considérer les représentations sur le masculin et le féminin comme des faits sociaux :

Vers le milieu des années 1970, les féministes sont venues à considérer l'idéologie sur le genre comme une force culturelle ayant une puissance bien plus grande que celle du concept plus ancien de « stéréotype » : elles sont venues à considérer que les croyances sur le genre agissaient comme des organisateurs silencieux de nos mondes sociaux et naturels — même de ceux de ces mondes dans lesquels les femmes entrent rarement (Fox Keller, 2000, p. 46).

Toutefois, si ces deux notions, l'anglo-saxonne et la française, partent des mêmes constats et ont, à l'origine, les mêmes objectifs, force est de constater que, dans les usages ultérieurs, le terme *gender*, non seulement a pris plus d'ampleur internationale, mais s'est aussi ouvert à plus de champs d'analyse. Selon Gardey et Löwy le concept de *rappports sociaux de sexe* s'est peu déplacé de son champ initial et a surtout été utilisé pour les questions relatives à l'analyse des formes de la division sexuelle du travail, salarié et

domestique. Le *genre*, selon elles, s'est en revanche diffusé plus largement, s'est intégré d'une façon plus transversale dans des disciplines différentes, notamment parce que celles-ci étaient constituées en un domaine commun au sein des « gender » ou des « cultural studies » (2000, p. 20-21).

Cette possibilité de présenter sous une bannière commune des analyses féministes portant sur des questions diversifiées — et non seulement liées à la division sexuelle du travail — nous a donné une première raison d'opter pour la terminologie anglo-saxonne. Une deuxième raison est venue de ce qu'elle nous permettait, en outre, de nous interroger sur la notion d'*identité de genre*. En effet, alors qu'il était courant dans les années quatre-vingt pour les femmes de se positionner *en tant que femme*, et de reconnaître la discrimination comme un phénomène touchant l'ensemble des femmes comme groupe, il nous a semblé pertinent de nous demander si une telle attitude ou une telle vision avait encore cours aujourd'hui chez les femmes, particulièrement lorsqu'elles sont confrontées à des problèmes d'exploitation, de discrimination ou d'exclusion de quelque sorte, en milieu de travail.

Comme on le verra, et à tout le moins pour les quelques analyses présentées ici où la question pourrait se poser, ce sentiment d'identité collective est très fluctuant selon les situations. En Ontario, en pleine économie postindustrielle, c'est dans les sillons des représentations traditionnelles liées au corps des femmes (ménopause, harcèlement sexuel) que l'on retrouvera des marques identifiables de ce discours. Alors que, chez les infirmières par exemple, les femmes n'y pensent pas comme élément explicatif de leur situation, comme si le fait de se représenter soi-même liée à la *catégorie du groupe des femmes* gommait d'autres identités plus prestigieuses ou à tout le moins plus significatives à leurs yeux (travailleuse, infirmière). Par contre, au Tiers-Monde, chez les ouvrières, cette conscience d'appartenir comme groupe à un genre discriminé se fait clairement entendre.

Les différents articles

Quatre articles de fond forment la trame de la rubrique « Dossier », à laquelle s'ajoute une analyse présentée hors thème.

Dans *Globalisation, délocalisation des entreprises et travail des femmes. L'exemple de l'entreprise hollandaise T. K. Fish à Tétouan dans le Nord du Maroc*, Nadia Naïr donne un exemple de délocalisation industrielle vers le Tiers-Monde dans un contexte de globalisation et montre que sa réussite repose en grande partie sur l'exploitation du travail féminin. L'auteure a procédé à une série d'entrevues qualitatives auprès de six femmes marocaines chargées de décortiquer les crevettes hollandaises amenées au Maroc par bateau. Pour les femmes marocaines, le travail hors du foyer est une question de survie dans un contexte de chômage très élevé (quatre des six femmes interviewées sont le seul soutien de leur famille). À travers ces entrevues, nous découvrons les piètres conditions de travail des ouvrières (salaires inférieurs, froid, insécurité d'emploi), la violence à laquelle elles sont soumises sur les lieux de travail (attaques, viols et assassinats) et les stratégies de contrôle et de discrimination de l'administration qui est même parvenue à récupérer l'action des représentants syndicaux (tous des hommes) en sa faveur. Nous découvrons aussi qu'elles sont tout à fait conscientes que leur exploitation est liée à leur *genre*, un genre démuné de pouvoir. « Les patrons sont tous des hommes » dira l'une. « Où sont nos droits? » dira l'autre. « Nous n'avons pas de droits ». Aussi, Naïr se pose-t-elle avec justesse une question fondamentale en regard de ce processus de féminisation de la force de travail: doit-on considérer ces nouveaux emplois pour les femmes comme une source d'émancipation et d'autonomie face aux institutions patriarcales ou au contraire comme une source supplémentaire d'exploitation et de discrimination ?

Une autre texte, portant cette fois sur le harcèlement sexuel en milieu de travail, dénonce à son tour des pratiques discriminatoires liées au *genre*. Natalie Dupont et Christiane Bernier dans *Politiques contre le harcèlement sexuel. Comparaison et perception*

des agents et des plaignantes analysent les politiques contre le harcèlement sexuel instaurées dans diverses entreprises traditionnellement masculines du Nord-Est ontarien. Elles tentent de comprendre pourquoi, si de telles politiques existent, le harcèlement sexuel en milieu de travail perdure; et pourquoi il y a un si petit nombre de plaintes de victimes, malgré la prévalence du phénomène. À partir d'une analyse de discours de ces politiques et à l'aide d'entrevues de douze agents des plaintes et de quatre victimes plaignantes, Dupont et Bernier mettent en lumière le décalage entre les politiques, l'interprétation différente qu'en font les agents responsables et les plaignantes et l'application effective de ces politiques. Les auteures constatent que la non efficacité des politiques repose en bonne partie sur le fait que le travail de sensibilisation des employés masculins au phénomène n'est que rarement pris au sérieux, qu'un sexisme ouvert est omniprésent dans la presque totalité des milieux, — ce qui revient à rendre d'une façon ou d'une autre les femmes responsables des incidents qui se produisent — et que, dans aucun des cas, un suivi obligatoire de plainte pour la réinsertion de la plaignante dans le milieu ne fait partie des politiques en question. Les discours des victimes sont éloquentes à cet égard. Comme en ce qui a trait, d'ailleurs, au traitement de leur plainte. Il n'y a pas de doute que ces femmes ont une conscience très claire que des pratiques de pouvoir et des représentations liées au *genre* sont à l'oeuvre dans l'entreprise. Et que leur corps en est l'enjeu.

Tout au contraire, semble-t-il, chez les infirmières, dans l'analyse de Renée St-Onge. Pour tenter d'expliquer leur exclusion des lieux décisionnels, elles ne font appel à aucun sentiment de groupe ou à aucune caractéristique qui seraient liées au *genre*. Ce n'est pas en tant que femmes qu'elles se sentent exclues, mais en tant qu'infirmières. Ici donc, rien qui rappelle une quelconque *identité de genre*. Dans *Fusion d'hôpitaux au Nord-Est de l'Ontario : quel espace pour la parole des infirmières ?* l'auteure présente la perspective de dix-neuf infirmières travaillant en milieu de transition lors de la restructuration des hôpitaux de la ville. Ce qui ressort le plus clairement des entrevues effectuées est le sentiment, partagé par l'ensemble des infirmières, qu'elles ne possèdent pas de voix assez

forte et distincte pour faire entendre leurs besoins de travailleuses, besoins qui sont liés à leur pratique quotidienne. Plus que tout autre groupe de professionnels de la santé, elles forment le groupe de travailleuses de première ligne: ce sont elles qui sont auprès des patients nuit et jour. Pourtant, on ne les consulte que superficiellement et leurs suggestions, lorsque exprimées, ne sont pas retenues. Elles parlent donc d'un manque de pouvoir. En guise de conclusion, St-Onge fait voir nettement le lien analytique incontournable entre le fait qu'ici l'on n'est pas face à n'importe quel groupe de professionnels de la santé mais bien à celui qui représente la profession féminine par excellence. En ce sens, elle est soumise aux effets négatifs liés aux représentations du *genre* et à la répartition des espaces sexués : depuis quand donne-t-on facilement aux femmes un « espace de parole » conséquent, sur la place publique ou dans les lieux de travail? Les « organisateurs silencieux » font bien ici leur travail symbolique.

Il s'agit bien de représentations, encore, dans le texte de Christiane Bernier qui porte sur deux aspects importants du vieillissement des femmes. L'article *Ménopause et mitan de vie: deux phénomènes, une symbolique* explore ces deux phénomènes en posant diverses questions. Tout d'abord, quelle représentation les femmes ont-elles de la ménopause ou, dit autrement, leur définition est-elle fonction de divers facteurs sociaux, familiaux ou personnels? Puis, l'auteure s'interroge sur le rapport entre le vécu de ménopause et la plus ou moins grande adhésion des femmes à la conception bio-médicale dominante de la ménopause. Finalement, elle soulève la question de l'interdépendance des deux phénomènes du mitan de vie et de la ménopause dans le passage de la cinquantaine, pour les femmes, en faisant voir à quel point la confusion conceptuelle entretenue entre les deux est source de reproduction des idées négatives sur les femmes ménopausées. Réalisée à partir d'une enquête qualitative auprès de trente-trois femmes du Nord-Est ontarien, l'étude révèle, d'une part, que l'expérience de la ménopause est variée et en tension constante entre le discours médical dominant et une perspective plus holiste de gestion de la santé et, d'autre part, que les représentations que les femmes entretiennent au sujet du mitan de vie contribuent,

somme toute, à perpétuer les stéréotypes sexistes sur le genre masculin. On voit ainsi se manifester, chez les femmes interviewées une *identité de genre* très marquée. On peut même parler de conception genrée des phénomènes; selon la plupart d'entre elles, les hommes ont surtout une crise du mitan de vie, alors que les femmes ont surtout une ménopause.

Dans l'article de Rachel Hasan, Marie Drolet et Maryse Paquin, on aborde la question des conduites violentes, à l'école, chez les enfants de trois à six ans. Vingt-trois parents d'enfants de la région d'Ottawa ayant posé des gestes violents à l'école (et qui ont fait l'objet d'une suspension ou d'une possibilité de suspension scolaire) ont accepté de participer à une entrevue téléphonique. Après avoir analysé les pratiques éducatives des parents, les conditions de vie des familles, la surcharge de travail des deux parents et les conflits conjugaux, les auteures concluent que les conduites violentes des enfants sont souvent associées à des comportements anxieux et dépressifs et au rejet des pairs. Et que les conflits conjugaux, l'absence du père et le manque de temps à offrir à l'enfant sont, dans l'explication du phénomène, des facteurs tout aussi importants que les formes de pratiques parentales.

À la rubrique « *Des pratiques à notre image* », d'une part Jacinthe Michaud résume les communications présentées au 5^e colloque du Réseau des chercheuses féministes de l'Ontario français qui s'est tenu à Toronto, les 19-20-21 avril 2002, au Collège universitaire Glendon de l'Université York sous les thématiques de *Pratiques féministes, éducation populaire et conscience identitaire*. D'autre part, Cécile Coderre et Joanne Hart font état des résultats d'une analyse sur les pratiques d'intervention féministe auprès des femmes survivantes d'agression à caractère sexuel, en contexte franco-ontarien. S'interrogeant à savoir si les modèles d'intervention prônés par les féministes de la première heure sont toujours d'actualité pour répondre aux besoins des femmes survivantes, les auteures ont procédé à une enquête en deux temps. Elles ont d'abord effectué une analyse de contenu de documents produits par divers organismes du milieu. Puis elles ont réalisé trois entrevues de groupe auprès de six intervenantes oeuvrant au sein d'organismes communautaires et institutionnels de l'Est ontarien. Les

résultats de l'enquête montrent que les fondements de l'intervention féministe sont toujours, trente ans après leur exposition, au coeur des pratiques des intervenantes et que les outils développés depuis une quinzaine d'années sont, eux aussi, toujours utilisés et considérés comme efficaces, même si on leur adjoint désormais de nouveaux instruments d'intervention. Cependant, malgré la plus grande reconnaissance de la pratique féministe d'intervention, deux obstacles majeurs en constituent des entraves ou des défis quotidiens, tous deux liés à des questions de culture. Le premier élément tient au fait qu'en tant que francophones, les intervenantes se sentent isolées et non reconnues au sein de leur communauté tout comme aux différents paliers gouvernementaux. Le second renvoie à la dimension de plus en plus pluriethnique des survivantes: les femmes immigrantes se sentent parfois mal à l'aise devant les options féministes présentées par les intervenantes.

À la rubrique « *Aux quatre coins de la province* » et sous l'instigation de deux recherches qu'elles ont menées, Ann Denis et Michèle Ollivier révèlent le rapport que les femmes entretiennent aux technologies d'information et de communication (TIC). Dans un premier temps, on apprend qu'au Canada les femmes ont moins accès à un ordinateur et au réseau Internet que les hommes et, dans un second, les femmes francophones en situation minoritaire moins que les femmes anglophones, même si, l'écart numérique a considérablement diminué entre ces groupes. Les données de la première recherche proviennent de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 2000 et celles de la deuxième ont été colligées auprès d'une cinquantaine de groupes de femmes à travers l'organisme de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises. L'enquête avait pour objectif d'évaluer l'accès et l'usage des TIC auprès de ces groupes. Les auteures concluent, globalement, que les facteurs responsables des écarts, en ce qui a trait à la différence homme-femme, sont principalement de nature économique. Par contre, pour expliquer les inégalités entre les divers groupes de femmes, au facteur économique les auteures ont découvert d'autres éléments, à savoir, le manque de sensibilisation aux TIC, l'absence d'une masse critique de personnes branchées et la pénurie de contenu francophone pertinent sur le Web.

Élaine Déry, quant à elle, brosse un tableau des priorités du secteur « Femmes » pour les négociations de l'Entente Canada-communauté-Ontario et fait état de la concertation et de la consultation qui a eu lieu auprès de tous les groupes de femmes francophones de la province pour en arriver à l'établissement de ces priorités.

Finalement, Lyne Bouchard explique sommairement le type d'intervention sociale et politique privilégié par la Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario en prenant pour appui les divers projets de recherche dont celle-ci s'est rendue responsable au cours des dernières années. Elle énumère les trois volets représentatifs de son mode d'intervention, soit l'information-formation, la consultation et la concertation-action.

Enfin, ce que l'on verra en filigrane dans les textes de ce numéro, c'est le travail symbolique de ces « organisateurs silencieux » que sont les représentations sur le *genre*, qui opèrent de façon transversale à travers toutes les situations sociales en structurant les pratiques. On y verra, aussi, la résistance des femmes dans leurs stratégies d'intervention ou d'action, dans leur effort de transformation de ces représentations et dans leur volonté de créer des places, des espaces, où les femmes pourraient se mouvoir, penser, agir, sans être toujours déjà déterminées ou interpellées par les caractéristiques sociales du *genre*.

Ce numéro, qui porte presque exclusivement sur les femmes, est riche de l'expérience de celles qui y ont collaboré, directement et indirectement: que ce soit à travers leurs activités de recherche ou par leur présence, dans leur vie quotidienne, en tant que participante à des enquêtes. Courts moments où, pour peu de temps, on a accès à leurs dits, à la diversité de leur vécu ou à leur réflexion sur le monde.

Christiane Bernier, Université Laurentienne

Cécile Coderre, Université d'Ottawa

Jacinthe Michaud, Collège Glendon, Université York

Bibliographie

- Delphy, Christine (2001). « Penser le genre : problèmes et résistances ». *L'Ennemi principal*. Tome II. Collection nouvelles questions féministes. Paris: Éditions Syllepse.
- Daune-Richard, Anne-Marie et Anne-Marie Devreux (1992). « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », *Recherches féministes*, vol. 5, n° 2, p. 7-30.
- Fox Keller, E. (2000). « Histoire d'une trajectoire de recherche: de la problématique « genre et science » au thème « langage et science », dans Delphine Gardey et Ilana Löwy, *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*. Paris. Éd. des archives contemporaines, p. 45-74.
- Gardey, Delphine et Ilana Löwy, (2000). « Pour en finir avec la nature », dans Delphine Gardey et Ilana Löwy, *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*. Paris. Éd. des archives contemporaines, p. 9-28.
- Guillaumin, Colette (1992). *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris, Côté-femmes
- Oakley, Ann (1972). *Sex, Gender and Society*. London, Temple Smith.